



BULLETIN
D' HISTOIRE
ET DE
SOCIOLOGIE
DU XIX^e SIECLE

SEPTEMBRE 71

N° 23

I FRANC

PRESENTATION DES TRAVAUX DU C.C.

Dans l'histoire de la Ligue Communiste, c'est la première fois qu'un stage du Comité Central a lieu : pendant cinq journées entières et dans un total de 50 heures de travail, le nouveau CC élu par notre deuxième Congrès a commencé son mandat. Le bilan global de ce stage est extrêmement positif. Les méthodes de travail adoptées (préparation préalable soignée des rapports, résolutions écrites, contributions écrites aux débats) et les conditions de travail (tout le temps nécessaire a pu être consacré aux problèmes d'organisation pendant les cinq jours) ont visiblement permis au CC de jouer pleinement son rôle de direction de l'organisation. C'est une rupture avec la « méthode » des ordres du jour surchargés et « coincés » dans un week-end court. Jamais le précédent CC ne s'était donné les moyens de maîtriser politiquement et organisationnellement toutes les données de la construction de l'organisation : il expédiait les affaires courantes et se voyait impuissant à prendre en charge réellement l'animation politique et les discussions de l'organisation. Le nouveau CC, non seulement organise mieux ses travaux mais reflète la transformation en cours de la Ligue : maturité plus grande, responsabilité, prise en charge scrupuleuse des discussions politiques, soit d'information, de décisions concrètes et de contrôle effectif des tâches décidées. Le CC engage la bataille sur le front interne. C'est là l'application du choix du 2ème Congrès : nous dotons la Ligue d'un appareil central, d'une réelle infrastructure sur le plan financier, sur le plan technique, sur le plan de la presse. Le CC a examiné le bilan précis de notre situation et pris les premières mesures, les plus mesurées, les plus sûres, celles sur lesquelles il faut faire porter nos premiers efforts. Une auto-critique des modes de gestion qui ont prévalu jusque là a été le point de départ de l'élaboration de la politique du « front interne ». Ce bulletin intérieur est le meilleur témoignage des discussions et des décisions du CC : il doit donner à l'ensemble des camarades les informations nécessaires pour permettre l'action collective, résolue et prolongée que nous nous sommes fixée. L'objectif central, qui ressort de ce CC est clair : nous n'avons pas voté d'une main « distraite » la résolution sur l'organisation au Congrès, nous sommes décidés — quels que soient le temps et les efforts renouvelés, répétés, qui sont exigés — à accorder le geste à la parole, à faire avec l'autre main ce que la première a approuvé.

ORDRE DU JOUR

- 1°) rapport et discussion sur la situation politique et nos tâches : Delphin
- 2°) rapport et discussion sur la préparation du X^o Congrès mondial : Riel
- 3°) rapport et discussion sur la situation et les perspectives économiques du capitalisme : Paul
- 4°) rapport et discussion sur les questions d'organisation : Roger
 - * rapport sécurité
 - * rapport finances : Bethel
 - * rapport Rouge : Tisserand
 - * rapport permanents : Delphin
- 5°) rapport et discussion sur la question de nos rapports avec « Lutte Ouvrière » : Lourson
- 6°) discussion et vote des résolutions, notamment de la résolution politique.

Le Comité Central n'a pas pu examiner les propositions de réorganisation du secteur ouvrier. Et il n'a pas eu le temps d'entendre le rapport sur la situation politique internationale.

Les commissions du CC n'ont pas été élues dans leur totalité : seuls des responsables ont été désignés pour chaque commission, à charge pour eux de créer la commission et de la faire approuver (dans sa composition) par un prochain Comité Central :

Voici la liste des commissions et de leurs principaux responsables élus :

- Commission paysanne : Max et Yann sont chargés de l'organiser (avec éventuellement Stéphane et Cazeaux)
 - Commission économique : Paul
 - Commission internationale : Vergeat ; Sandor ; Pedro ; Riel sont les 4 responsables de la mise en place des différentes commissions internationales ; ils soumettront leurs listes au CC après consultation des villes et des sections sur chaque cas.
 - Commission femme : Clélia ; Petersen
 - Commission étudiante : Ludovic ; Roger
 - Commission lycéenne : Ballanda
 - Commission CET : Murcia
 - Commission enseignante : Gil, Marjanec, Gueda, Vera, Lesage, Hallouze, Dominsky, Jamic, Dumas constituent le secrétariat de cette commission.
 - Commission ouvrière : Clélia, Joël, Lourson.
 - Commission Indochine-FSI : Sterne
 - Commission formation : Roger
 - Commission édition : Bethel, Ramos et Clovis sont élus provisoirement à charge pour eux de proposer un plan pour notre politique d'édition.
 - Commission financière : Bethel, Charbin, Delphin, Verla, Sandor, Riel plus les responsables divers (Rouge, librairie, trésorerie, comptable)
- La Commission culturelle n'est pas élue : elle ne le sera que sur la base d'un projet et d'une orientation du travail. Les camarades Ramos, Paulet, Noiraud, aidés de Blaireau (Rouen) et de Milos (Le Havre) sont chargés de faire des propositions à l'un des prochains C.C.
- à la demande du camarade Léo, le B.P. examinera le projet de fonctionnement d'une commission P.C.F.
 - à la demande de Marjanec le secrétariat enseignant et le B.P. examineront le projet d'orientation scolaire et de développement de l'organisation à partir de son implantation dans l'éducation nationale.

D'autres commissions - mais conjoncturelles, celles-là - ont été élues ; et des tâches ont été fixées à différents camarades :

- une Commission de rédaction d'un projet de « Manifeste » Pedro ; Lourson ; Jebracq ; Dick ; Roger.
- Vergeat doit rédiger le rapport international qui n'a pas pu être fait lors du C.C. d'ici le 15 septembre ; ce texte sera tiré et envoyé aux villes.

Autres tâches et décisions diverses :

- un article sera rédigé dans « Rouge » sur « pourquoi nous exigeons de nos militants qu'ils ne se droguent pas », proposition de Sterne.
- demande d'un rapport du B.P. pour le prochain C.C. sur notre politique unitaire dans son ensemble, sur le plan des partis et sur le plan des organisations de masse.



SUR LA SITUATION POLITIQUE

Après le rapport de Delphin et la discussion, une résolution a été votée. Elle a été reproduite dans ROUGE n°123 et nous ne la reproduisons donc pas ici. Cependant, il est bon de noter que c'est une des premières fois qu'une résolution est écrite avant le C.C., est diffusée ronéotée à chacun des membres et est discutée phrase après phrase avant d'être rendue publique. Près de 35 amendements ont été apportés par le C.C. au texte original en plusieurs heures de travail. La résolution a été votée à l'unanimité.

Nous reproduisons ci-dessous la motion adoptée par le C.C. pour organiser le débat :

Le Comité central de la Ligue Communiste décide d'avoir une discussion sur les modalités d'application du Programme de Transition de la Quatrième Internationale en ce qui concerne les revendications transitoires, les comités de masse, l'auto-défense ouvrière et plus particulièrement une formule de gouvernement de transition en fonction des exigences de la situation politique nouvelle en France. Celle-ci, caractérisée par le climat électoral qui s'installe et l'accession de Mitterrand au secrétariat du Parti Socialiste, permet, pour la première fois depuis mai 68, de donner une apparence de crédibilité à sa perspective d'unité de la gauche, de victoire électorale et ainsi, d'établissement d'une « démocratie avancée » qui débouchera à un moment donné sur une société socialiste.

A cette voie parlementaire, illusoire, au socialisme, la Ligue doit opposer une concrétisation de la voie révolutionnaire, c'est à dire un programme de mots d'ordre pouvant mobiliser les masses dans des mouvements de grande envergure qui les opposent à l'Etat bourgeois. Outre les mots d'ordre de comités de masse et d'autodéfense qui doivent être associés pour l'organisation de la lutte, nous devons envisager la possibilité d'une formule de gouvernement crédible pour les masses et qui, par conséquent, soit susceptible de stimuler leur mobilisation, une formule de gouvernement des travailleurs dans le sens qu'exprime le Programme de Transition.

Le Bureau Politique fournira pour la discussion des textes indiquant comment la question fut discutée et formulée dans le passé.

En attendant que cette discussion aboutisse à des conclusions, la Ligue utilisera dans sa propagande écrite et orale la formule de « gouvernement des travailleurs ».

Le texte ci-dessous diffusé aux membres du C.C. par le camarade Pedro engage le débat ; le C.C. décide de publier ce texte :

UNE FORMULE GOUVERNEMENTALE DE TRANSITION

1 - La nomination de Mitterrand au secrétariat du nouveau parti socialiste et le congrès de l'UDR à Dijon ont constitué le point de départ de la campagne pour les élections législatives de 1973. Il n'y a pas de doute qu'un certain changement de la scène politique française a été produit par la désignation de Mitterrand au secrétariat du nouveau parti socialiste. La campagne du PCF pour « l'unité de la gauche » et la « démocratie avancée » pourra trouver à la suite de ce changement un certain regain de crédibilité ; car le problème de l'unité de la gauche et d'un éventuel changement de gouvernement paraîtra plus concret qu'il ne le fut depuis 3 ans.

Après mai 68, et même au cours de la campagne présidentielle de 1969, nous avons rarement traité de la question du pouvoir, et nous ne l'avons fait que sous une forme propagandiste (pour un pouvoir des travailleurs sans aucune précision). Cela ne peut de toute évidence suffire si

nous voulons être autre chose qu'un groupe de doctrinaires. Nous devons, comme parti minoritaire de la classe, avancer une solution qui paraisse réaliste auprès des larges masses et qui puisse contribuer à les mobiliser. C'est en agissant de cette façon que nous pourrions accroître notre influence sur elles et ainsi faire des pas dans la voie de la conquête de leur direction.

2 - Pour pouvoir répondre au problème politique devenu urgent de la question du pouvoir, il est nécessaire à notre avis de poser la question sous un angle beaucoup plus général, notamment à partir de l'expérience de mai 68. Personne parmi nous ne considère les événements de cette période comme un accident. Ils ont été la manifestation d'une crise révolutionnaire surgie des contradictions de la société capitaliste française. Nous savons que d'autres crises surgiront inévitablement à l'avenir, dans lesquelles le problème du pouvoir sera à nouveau posé. Notre réponse à la question du pouvoir doit se situer précisément dans le cadre de nouvelles montées ouvrières et de nouvelles crises révolutionnaires.

Nous sommes en général très méfiants à l'égard de ceux qui parlent de « voie nationale » au socialisme parce que cette formule est le plus souvent l'apanage de centristes et de réformistes qui l'utilisent pour combattre l'idée que la seule voie au socialisme est la lutte révolutionnaire. Mais il existe tout de même un problème de la voie nationale révolutionnaire vers la conquête du pouvoir que chaque parti révolutionnaire doit trouver en fonction des structures de classe spécifiques à son pays, des contradictions spécifiques de la société capitaliste de son pays. En ce sens, il y a eu une voie russe, une voie chinoise, une voie yougoslave, une voie cubaine.

Tout en nous avançant avec précaution, nous disposons actuellement en France de trois grandes expériences de crises révolutionnaires de la société française : Juin 36, période 1945-47, Mai 68, qui permettent de procéder à quelques considérations sur la question de la « voie » de la révolution socialiste en France. Indépendamment du phénomène qui a servi de détonateur dans chaque cas précis, nous avons assisté à un mouvement de grève générale, concentré en quelques semaines en juin 36 et en mai 68, plus étendu dans le temps en 1947, qui posa à une étape de son développement la question du pouvoir. La grève générale, sous des formes particulières dans chaque cas, apparaît pour la France comme la voie spécifique qui mène, qui peut mener vers la conquête du pouvoir. C'est tout naturellement, quand se déclenche un mouvement « d'une ampleur inégalée » que se pose le problème de la grève générale, puis du pouvoir ; c'est d'ailleurs pourquoi les directions traditionnelles, au cours des trois expériences mentionnées plus haut, se sont refusées à donner le mot d'ordre de grève générale, vues les implications politiques qu'il avait.

3 - Il faut également noter que les travailleurs de France se sont, dans ces trois cas, lancés dans un mouvement de grève généralisée parcequ'il y avait pour eux, de façon confuse mais instinctive, liée à leur mouvement, la perspective d'une solution politique. En juin 36, les travailleurs pensaient même que le gouvernement de Front Populaire était « leur » gouvernement et le mouvement avait pour eux l'objectif d'appuyer celui-ci contre la résistance capitaliste. En 1946-47, la guerre finie, les élections avaient donné une quasi majorité parlementaire PC-PS. En mai 68, le mouvement s'est déclenché certes à la suite d'un grand retard du niveau de vie, mais aussi parcequ'il y avait une perspective politique qui, pour les travailleurs, paraissait réaliste :

en 1965, de Gaulle avait été mis en ballottage, les élections législatives de 1967 n'avaient donné une majorité gaulliste que de justesse. Avec les illusions parlementaires semées par la direction du PCF notamment, les travailleurs pensaient

qu'il suffisait d'un coup d'épaule de leur part pour écarter de Gaulle du pouvoir.

Nous savons ce qu'il en advint. Mai 68 a détruit le mythe de l'unité de la gauche, au moins pour une certaine période. La débâcle de la candidature Deferre et du parti socialiste s'était ajoutée à cela pour supprimer pour toute une période la perspective d'une solution de rechange en matière de gouvernement. C'est une des raisons pour lesquelles, dans tous les conflits ouvriers depuis mai 68, si la combativité des travailleurs s'est exprimée avec vigueur, aucune tendance à une généralisation des luttes, même de la lutte Renault la plus récente, ne s'est manifestée concrètement.

4 - L'opération Mitterrand est le résultat de la convergence de plusieurs éléments disparates. Certains sont tout à fait secondaires même s'ils ont joué de façon disproportionnée au congrès du parti socialiste, par exemple l'alliance qui s'est faite entre une « gauche » et une « droite » pour écarter l'appareil Mollet. Ce qui est important, ce sont les tendances fondamentales qui agissent en faveur de Mitterrand. La principale d'entre elles, c'est le besoin aussi bien pour le capitalisme français que pour le PCF, d'un parti socialiste qui ait une crédibilité donnée : le capitalisme français ne peut sans danger laisser une polarisation à gauche s'effectuer sur une seule formation politique, surtout quand celle-ci, tout en ayant une politique réformiste, est liée au Kremlin et non à lui. La direction du PCF a besoin, pour faire passer plus commodément sa politique réformiste auprès de ses militants qui pencheraient à gauche, d'invoquer la nécessité de tenir compte des exigences d'un allié effectif sur sa droite.

L'opération Mitterrand survient après l'usure totale de la direction Mollet, ainsi que de la vieille base ouvrière du parti socialiste (mines et textiles du Nord et du Pas-de-Calais) après la déconfiture de Deferre entraînant avec lui dans sa campagne présidentielle Mendès-France. Visiblement, Savary, au cours de son intérim, ne faisait pas le poids. Mitterrand apparaît aujourd'hui comme le seul sur la gauche qui puisse espérer s'imposer auprès de l'opinion publique, ce qui permettrait dans ce cas que, dans des accords PCF-PS, le PCF n'ait pas une prépondérance trop considérable. Cela permettrait aussi de disposer dans le cas d'une nouvelle montée des masses qui prendrait des dimensions dangereuses et en l'absence d'une personnalité aussi forte que celle de de Gaulle, d'une solution de rechange.

Nous n'en sommes pas encore à l'éventualité d'une solution Mitterrand pour le pouvoir. C'est une solution qui ne pourra probablement pas sortir uniquement des urnes. Il suffit de voir ce qui se passe en Italie, où l'éventualité d'un gouvernement dans lequel se trouveraient des membres du Parti Communiste n'est pas au coin de la rue, en dépit de l'extrême fragilité des combinaisons de la démocratie chrétienne avec les socialistes de tout acabit. L'entrée des membres du PCF dans un gouvernement ne sera vue par le capitalisme que comme la dernière carte à jouer en face d'une gigantesque montée ouvrière, après avoir tenté des solutions « parlementaires » dans le cadre du gaullisme ou même parmi les centristes.

Cela dit, l'opposition Mitterrand crée une situation politique nouvelle du fait qu'elle donne de facto, au moins en pointillés, une solution de rechange. Cela aura des conséquences probablement dans les luttes. Elle donnera un certain regain à des illusions parlementaires que les dirigeants du PCF et de la CGT chercheront à utiliser pour freiner les luttes, mais la perspective politique ainsi ouverte, si illusoire soit-elle, pourrait aussi stimuler l'idée d'une lutte généralisée.

C'est dans ce cadre que nous devons définir notre intervention.

5 - Depuis mai 68, la situation n'offrait pas de perspective politique. Nous n'avons pas mis en avant une formule gouvernementale de transition, nous sommes généralement restés sur un terrain revendicatif identique à celui où se plaçaient les organisations traditionnelles, sauf que par rapport à elles nos mots d'ordre étaient corrects (par exemple, augmentations égales pour tous) et que nous préconisions des méthodes de lutte dures. Cette lacune de notre part n'avait qu'une importance relative, car elle n'éloignait pas de nous tous ceux qui condamnaient la politique réformiste du PCF. Mais elle était importante en ce qui concernait la formation politique de ceux qui venaient à nous. Aujourd'hui, nous ne pouvons rester

plus longtemps sans offrir une perspective politique : il faut opposer une solution, notre solution, à la solution de rechange Mitterrand que le PS et, avec réticence, le PC soutiendront.

Notre propagande doit d'abord s'efforcer de dissiper une première équivoque qui se trouve dans cette solution de rechange (1). Mais nous ne pouvons nous limiter à cela et nous contenter d'une réponse de caractère anarchiste ou anarcho-spontanéiste qui nierait l'existence du problème du pouvoir, comme dit au début de cet article, ni nous borner à donner une réponse uniquement doctrinaire sur un pouvoir soviétique ayant en outre un caractère démocratique. Cela porterait d'autant moins aujourd'hui que l'exemple de l'URSS, sans soviets ni démocratie, ne soutient pas du tout cette argumentation.

De la fin de la guerre jusqu'à mai 68, le PCI, section française de la IVème Internationale, avait une formule, le gouvernement PCF-PS, tirée presque directement du programme de transition. Quel en était le pourquoi et quelle en était la signification ?

Au lendemain de la guerre, le PCF et le PS avaient pour eux l'écrasante majorité de la classe ouvrière. Ils n'ont jamais cherché à assurer seuls le gouvernement, ils s'allièrent au parti bourgeois du MRP, à un moment même sous la direction de de Gaulle. Plus tard, tandis que le PCF était placé dans une opposition légale, le PS se livrait à toutes sortes de combinaisons parlementaires. Dans ces conditions, le mouvement trotskyste s'adressait aux travailleurs sensiblement dans les termes suivants : vous avez confiance dans le PCF et dans le PS, pas nous parceque... Mais puisque vous avez confiance en eux, forcez-les à former un gouvernement sans ministres bourgeois, créez des comités pour contrôler ce gouvernement et obtenir la satisfaction de vos revendications. Vous verrez par votre expérience que ces comités seront amenés à s'ériger en organismes de pouvoir.

6 - Au fur et à mesure que les années passaient, ce mot d'ordre perdait peu à peu de sa substance, mais la situation n'offrait pas encore d'éléments suffisants pour obliger à l'abandonner et pour en déterminer un autre. Après mai 68 et surtout après l'incontestable débâcle du parti socialiste, l'abandon de ce mot d'ordre s'imposa. Nous ne l'avons pas remplacé par un autre. Non pas qu'il n'eût pas fallu le faire, mais parceque la situation politique immédiate ne nous y contraignait pas. Comme le mot d'ordre PCF-PS nous paraissait dépassé, nous trouvions éronnée la position des lambertistes sur ce point, elle correspondait à leur ligne suiviste par rapport aux organisations traditionnelles (en outre, ils introduisaient une révision du programme de transition quand ils demandaient un tel gouvernement sur un « programme socialiste », ce que le programme de transition se garde bien de faire).

Avec la situation politique nouvelle créée par le changement survenu dans le parti socialiste, avec une perspective même très limitée de remontée du parti socialiste, on peut poser la question de savoir s'il ne faudrait pas reprendre le mot d'ordre PCF-PS en se gardant évidemment de lui donner de toute façon un contenu révisionniste. Si l'analyse politique nous conduisait à cela, il faudrait le faire sans avoir la moindre honte à l'expliquer. Pour ma part, je pense que reprendre le mot d'ordre PCF-PS au pouvoir serait une erreur politique et qu'il faut chercher la formule gouvernementale à partir de données que nous fournit la situation et qui sont plus valables qu'un éventuel regain d'illusions autour de Mitterrand.

Tout d'abord, si la présence de Mitterrand à la tête du parti socialiste donnera à ce dernier un certain regain, celui-ci ne pourra qu'être limité à quelques effets électoraux (d'autant plus que le score de Deferre était sans aucun doute plus bas que ce que peuvent obtenir les candidats du PS dans les élections législatives), mais guère plus. L'histoire peut parfois sembler revenir en arrière, redonner vie à de vieilles formules, mais ce n'est jamais qu'une apparence. L'émergence de Mitterrand ne changera pas une des données les plus fondamentales de la situation politique française, à savoir le discrédit poussé des partis. On peut en partie expliquer ce discrédit par les campagnes hostiles aux partis entretenues par De Gaulle et les gaullistes. Mais, on ne peut pas l'expliquer surtout par cela. En réaction au régime gaulliste, des aspirations démocratiques puissantes se sont faites jour, comme on le voit dans toutes sortes de manifestations dans lesquelles les masses expriment leur volonté de décider elles-mêmes de leur sort, mais elles n'identifient pas leurs aspirations

de 1956), les masses n'ont pas manqué de tirer dans leur fors intérieur quelques conclusions. On ne peut indéfiniment leur faire faire plusieurs expériences de collaboration de classe qui se terminent douloureusement pour elles sans que cela reste sans conséquence. C'est là où nous voyons la source principale de discrédit du parlementarisme et des partis politiques, y compris des partis qui se revendiquent de la classe ouvrière et du socialisme. Dire cela ne veut pas dire qu'il faut ignorer les élections et nier les partis à la manière anarchiste, mais chercher à comprendre les conditions nouvelles qui entourent les élections et les partis démocratiques avec un renouveau d'attachement au parlementarisme. Le discrédit du parlementarisme est un phénomène général. Les masses participent aux élections parce qu'elles n'ont pas à présent d'autre issue plus valable, mais elles n'ont guère d'espoirs dans le Parlement. Après de multiples espérances (Chambre du Front Populaire, participation ministérielle d'après-guerre, Front Républicain

Montrons d'une autre façon comment se traduit le discrédit des partis. Une des façons dont le mot d'ordre gouvernement PCF-PS pouvait être jugé en ce qui concerne l'écho qu'il avait dans les masses, c'était de le personnaliser car toute formule gouvernementale tend à trouver une expression avec des noms de personnes. Autrefois, un gouvernement PCF-PS aurait été un gouvernement Thorez-Mollet qui avait une signification réelle pour les masses. Parler d'un gouvernement Marchais-Savary ne pouvait que soulever de grands éclats de rire. Maintenant, si Marchais rêve peut-être d'un gouvernement Mitterrand-Marchais, Mitterrand n'y songe guère et une telle formule n'aurait guère d'écho dans les masses, probablement pas même dans le PCF.

7 - La formule gouvernementale que nous devons défendre ne doit rien avoir de parlementaire, nous ne la mettons pas en avant pour qu'elle sorte des urnes mais pour préparer les masses à avoir, lorsqu'elles se lancent dans un mouvement « d'une ampleur inégalée », un *objectif de pouvoir correspondant à leur compréhension, à leurs aspirations et qui donnerait s'il était réalisé un pouvoir instable entre les masses en mouvement et la société capitaliste qui se défend.*

Jusqu'à présent, nous avons dans cet article dit ce qu'il n'est plus possible de mettre en avant. Quels sont les éléments sur lesquels nous pouvons à présent tabler pour rechercher une formule gouvernementale ?

Avant tout et surtout, il y a maintenant un phénomène que chacun a constaté et qui est, pour notre détermination, d'une importance capitale : loin d'avoir été impliquées dans le discrédit des partis politiques, les centrales et organisations syndicales, ont vu grandir leur importance et, surtout la tendance à exiger d'elles un rôle « politique » extra-syndical, s'est considérablement renforcée. Objectivement, cette tendance s'explique par le caractère révolutionnaire de la période, les différences entre les revendications sociales et politiques tendant à se réduire. Le régime parlementaire et les partis parlementaristes n'offrant guère d'espoirs, une avant-garde révolutionnaire ne faisant pas encore le poids en matière de conquête du pouvoir, les syndicats conservent leur crédibilité par la puissance qu'ils peuvent exercer dans les entreprises et dans la rue.

Tout en sachant que beaucoup de dirigeants syndicaux sont membres de partis politiques, et notamment que les dirigeants de la CGT sont des membres du PCF, les masses n'identifient pas les centrales syndicales aux partis auxquels appartiennent les dirigeants de celles-ci. En cela, d'ailleurs, les masses font leur, sans le savoir, notre propre position. Nous luttons pour prendre la direction du mouvement des masses et ainsi éliminer politiquement le PCF, nous ne sommes pas du tout pour l'élimination des syndicats bien au contraire.

Autre témoignage de l'importance toute différente à présent des syndicats par rapport aux partis socialiste et communiste : la campagne du PCF pour l'« unité de la gauche » n'a eu qu'un écho très relatif, il n'en a pas été de même pour le mot d'ordre du « front syndical ». L'accord CGT-CFDT a un poids politique autrement lourd qu'un accord entre partis politiques.

Autre manifestation encore du rôle politique accru des organisations syndicales : la nécessité dans laquelle la CGT et la CFDT se sont trouvées de définir dans un document commun leurs positions sur les problèmes sociaux et politiques d'une société socialiste. A noter que les dirigeants de la CGT s'efforcent de limiter au maximum ces prises de positions.

Si l'on reprend la personnalisation des mots d'ordre, il est tout à fait évident que récemment encore un accord

Marchais-Savary n'avait pas du tout la même importance, le même impact politique qu'un accord Seguy-Descamps et cela ne tient pas essentiellement aux personnes mêmes mais à leur fonction dans l'organisation syndicale. Le nom de Seguy a rapidement remplacé celui de Frachon.

Compte-tenu de ce qui précède, nous pensons que nous devrions mettre en avant comme formule gouvernementale de transition celle d'un « gouvernement du front syndical », ou d'un « gouvernement des centrales syndicales », dans lequel se trouveraient représentées non seulement la CGT, la CFDT, mais aussi la FEN et, éventuellement, FO. C'est aussi un mot d'ordre gouvernemental qui a comme avantage principal d'être directement lié à celui de la grève générale, les syndicats étant en principe ceux qui sont les plus aptes à donner le mot d'ordre de grève générale. Comme toute grève générale implique la question du pouvoir, a priori, c'est à ceux qui lancent ce mot d'ordre, qui dirigent la lutte qui s'ensuit, que reviendrait normalement le pouvoir (2).

Cette formule gouvernementale repose ainsi sur une dynamique extra-parlementaire et n'est pas directement liée à une combinaison des partis à caractère parlementaire.

8 - En avançant cette formule, nous savons qu'elle soulève plusieurs problèmes, notamment du fait que les partis existent et ne sont pas sans influence et que les syndicats sont aussi extrêmement bureaucratés. Pour nous, cela veut dire qu'il faut trouver d'autres mots d'ordre à associer avec le mot d'ordre qui exprime la formule gouvernementale.

Par exemple, en premier lieu se pose la question de la démocratie syndicale et ouvrière, le droit des tendances dans les syndicats et la démocratie dans le mouvement ouvrier, qui permettrait à tout parti et à tout courant politique se revendiquant du socialisme de lutter pour faire prévaloir démocratiquement ses conceptions spécifiques.

En deuxième lieu, les organisations syndicales ne regroupent qu'une partie de la classe ouvrière proprement dite ; en outre une importante partie des masses laborieuses n'est pas syndicable (ménagères, étudiants, lycéens, etc...) ; le contrôle des directions syndicales et du gouvernement ne peut donc être limité aux membres des syndicats même si la démocratie ouvrière y est respectée. C'est pourquoi nous associons à notre mot d'ordre gouvernemental la question de la création de comités élus dans les entreprises, dans les quartiers, dans les casernes, etc... Nous nous gardons d'opposer les comités de cette nature aux syndicats. Ce sont des comités destinés à entraîner dans l'action les plus larges masses et, pour cela, il faut assurer la plus large démocratie dans ces comités. Ce n'est que dans leur développement, par leur expérience, que ces comités tendront à devenir des instruments de double pouvoir d'abord, de pouvoir prolétarien ensuite.

9 - La Ligue Communiste ne peut se contenter d'apporter une formule gouvernementale. Elle doit mettre en avant un programme de transition, comportant des revendications économiques immédiates, des revendications politiques de défense et d'extension des libertés démocratiques, des revendications générales de transformation de l'économie, de contrôle ouvrier, des structures politiques nouvelles, etc... correspondant aux besoins des masses et de la situation créée par la crise de la société capitaliste. A ce propos, des camarades ont rappelé qu'au cours de la campagne présidentielle, nous avions présenté le mot d'ordre de l'Assemblée Constituante. Nous n'avons pas d'opposition de principe à un tel mot d'ordre dans notre programme de transition, il entre tout normalement dans le cadre des moyens de transformation des structures socio-politiques. Mais on ne peut pas le substituer à une formule gouvernementale. Bien au contraire, le mot d'ordre de la Constituante soulève tout aussitôt la question du gouvernement qui convoquera une telle assemblée, personne ne pouvant avoir d'illusions sur l'assemblée que pourrait éventuellement convoquer un gouvernement issu de l'application de la Constitution gaulliste.

Nous devons enfin veiller à ne pas semer d'illusions à propos d'un gouvernement des syndicats (3) nous n'oublions pas qu'à présent les directions syndicales sont réformistes, bureaucratées, veules, etc...

En présentant une telle formule, nous ne manquons pas de spécifier nos distances par rapport à un tel gouvernement et à ses composantes, mais nous expliquons que nous mettons en avant ce mot d'ordre parce qu'il correspond à ce que désirent à présent les masses, qu'il n'est pas celui des directions qu'elles reconnaissent, qu'il

n'est pas possible que ces directions restent sur le plan de la critique du pouvoir en place ou de démarches auprès de lui, quand elles ont derrière elles les larges masses du pays, les forces vives de celui-ci, et que 9 à 10 millions de travailleurs font grève non pour obtenir des « accords de Grenelle » (ils ne les ont jamais ratifiés) : un tel mouvement exige de ceux qui dirigent les masses qu'ils prennent le pouvoir.

10 - Nous ne prétendons pas que le mot d'ordre que nous proposons épuise la question, mais seulement qu'il indique la direction dans laquelle la Ligue Communiste doit chercher une solution au problème qui se pose à elle avec urgence.

Dans ce sens, même un vote majoritaire du CC ne suffirait pas à régler la question, tant la formule est nouvelle et assez inattendue pour une grande partie des membres de la Ligue, et qu'elle le serait, à plus forte raison, auprès de nos sympathisants et des masses. Si le CC était en gros d'accord avec ce mot d'ordre, il faudrait d'abord ouvrir le débat dans toute l'organisation pour qu'elle n'en soit pas surprise, ensuite peut-être procéder à quelques essais dans des réunions publiques ou de sympathisants sans le présenter encore comme un mot d'ordre adopté par la Ligue éventuellement ouvrir une tribune de discussion dans « Rouge ». Je suis convaincu que ce mot d'ordre est dans la bonne direction, mais qu'il faut encore l'affiner, l'ajuster, savoir répondre aux questions et objections qui nous seront faites, et aussi préparer la Ligue Communiste et ses sympathisants à savoir le défendre.

Pierre FRANK

(1) Pour le PCF, sa perspective est la suivante : l'« unité de la gauche » se fait sur un programme gouvernemental. Cette « unité » permet d'obtenir une majorité parlementaire,

d'où émergerait un gouvernement, basé sur le programme commun, et qui établirait une « démocratie avancée », il est dit à présent par le PCF que cette « démocratie avancée » conduirait assez rapidement au socialisme.

Mitterrand n'a nullement cette perspective. Chez lui, il s'agit, programme gouvernemental ou non, d'un accord électoral qui donnerait une majorité parlementaire, mais surtout qui donnerait une majorité à l'élection présidentielle et qui permettrait de faire un gouvernement dans lequel le chef (lui, Mitterrand) ne respecterait pas les forces numériques des partis. Car il est pour l'« Etat Fort », un Etat Fort qui saurait exploiter la gauche, y compris le PCF, et non la droite comme le fait à présent Pompidou.

Mitterrand a clairement montré cette conception au sommet de la crise de Mai 68, lorsque, « oubliant » qu'il était président de la F.G.D.S. et qu'il avait passé quelques mois auparavant un accord avec le PCF, il mit en avant personnellement une formule gouvernementale pour remplacer de Gaulle que l'on voyait démissionnaire : il proposa un gouvernement Mendès-France, dont chacun connaissait les traits prébonapartistes du gouvernement qu'il présidait en 1954.

La perspective du PCF est une illusion réformiste ; celle de Mitterrand est plus réaliste d'un point de vue bourgeois, mais c'est une solution pour une période dangereuse pour la bourgeoisie.

(2) Nous ne sommes en aucune manière des syndicalistes et nous ne pensons pas que seuls les syndicats aient le « droit » de lancer le mot d'ordre de grève générale, « droit » dont ils n'ont pas envie d'user. Mais, dans notre propagande, il n'est pas du tout interdit de tenir compte de points de vue courants dans la classe ouvrière, à savoir qu'il faudrait que les syndicats décident la grève générale.

(3) Il semble que les lambertistes aient fait récemment un tournant, car ils ne parlent plus d'un gouvernement PCF-PS, mais d'un « gouvernement des travailleurs constitué par les organisations ouvrières unies ». Ils n'ont pas encore à notre connaissance précisé cette formule ni présenté leur programme de transition.

Décision est prise par le Comité Central de désigner une commission pour rédiger un projet de Manifeste de la Ligue Communiste.

SUR LA PREPARATION DU Xème CONGRES MONDIAL

A la suite de la discussion du rapport de Riel, la motion suivante a été adoptée pour organiser la préparation du Congrès :

Dans le cadre de la préparation du Xème Congrès mondial de la 4ème Internationale qui sera précédé d'un Congrès de la Ligue au printemps 1972, le Comité Central :

- décide l'organisation de trois stages préparatoires durant les prochaines vacances de Noël (Amérique Latine ; Moyen-Orient ; Asie du Sud-Est : Indochine, Ceylan, Japon).

Ces stages auront pour but la formation des camarades parisiens et de province à l'animation ultérieure du débat. Toutes les villes devront y être représentées.

Ces stages devront être préparés selon les modalités suivantes :
- d'ici le 1er Octobre, un plan de travail pour chacun de ces stages (note d'exposés, bibliographie, etc.) devra être diffusé dans l'organisation.

- D'ici le 15 Novembre, tous les Bulletins Intérieurs Internationaux jusqu'alors écrits devront être mis à la disposition de tous les camarades de l'organisation.

- Ces bulletins devront être accompagnés de textes spécifiques pour la Ligue résumant et expliquant les termes des différents débats :

- * Texte introductif : le B.P.
- * Texte Amérique Latine : Clélia, Sandor, Riel
- * Texte Moyen-Orient : Vergeat, Yanne
- * Construction de l'Internationale : Vergeat, Riel, Delphin

SUR LA SITUATION ECONOMIQUE

Le rapport de Paul est avec d'autres textes de la Commission Economique publié en document Rouge N°10. Le C.C. décide la création d'une commission économique chargée de faire régulièrement des bulletins de conjoncture pour les organismes de direction et pour le journal, ainsi que l'organisation d'un stage destiné à former des économistes dans l'organisation à Noël.

SUR LES QUESTIONS D'ORGANISATION

rapport d'organisation

Ce rapport a été longuement discuté par le CC (pendant 2 journées et demie) et dans tous ses aspects (politique d'ensemble et domaines spécifiques, finances, édition, Rouge, sécurité, formation, permanents, direction). La « philosophie » générale de ce rapport est reproduite dans le texte ci-dessous et les principales mesures prises l'illustrent.

La préoccupation du C.C. a été de ne fixer aucun objectif, de ne proposer aucune mesure sans avoir la garantie que ces mesures seraient concrètement appliquées et les objectifs atteints. Il en est ainsi pour les finances : les mesures sont simples, rationnelles et ne créent pas de nouvelles contraintes. Ce sont des mesures qui visent à donner la *garantie* d'une bonne gestion, à esquisser un plan raisonnable de redressement. « Mieux vaut moins mais mieux » : voilà la règle. Il n'est pas question de demander aux militants de l'organisation des efforts sans leur donner *d'abord* la certitude, la preuve tangible que ces efforts ne seront pas vains, qu'ils ne seront pas gaspillés. Le C.C. a ainsi chaque fois ajusté ses décisions en vérifiant quels étaient les moyens et les délais d'application. Chaque fois qu'une proposition s'avérait incertaine, le C.C. l'a repoussé. Le C.C. recherchait ainsi la création des conditions nécessaires à la *prise en charge collective* par l'ensemble des militants de la bataille sur le front interne. En

quelque sorte au lieu de mener bataille pour « les dix millions de tonnes de sucre », nous avons fixé comme chiffre « huit millions de tonnes de sucre » — ce qui a été *effectivement* atteint par les Cubains.

Face à la nouvelle conjoncture politique analysée dans la résolution publiée dans Rouge No 123 et pour nous élever à la hauteur de nos tâches, cette bataille sur le front interne est décisive : question de vie ou de mort pour la Ligue. Nous avons dans un premier temps fait percer notre courant, il faut maintenant installer, consolider, faire *vivre* l'organisation, l'implanter fortement comme le « plus petit des partis ». Tous les éléments de textes ou les décisions reproduites ci-dessous dans ce B.I. doivent servir de base à l'information et à l'action de tous les camarades pour les mois à venir. La décision de publier un B.I. spécial — quoiqu'il en coûte — provient aussi de cette volonté que les travaux du C.C. soient largement répercutés, connus et assimilés par les camarades. Les prochains C.C. tireront le bilan des tâches réalisées et fixeront les phases suivantes de la bataille. Encore une fois le mot d'ordre est : faire avec l'autre main ce que nous avons voté de la première main lors du 1^{er} congrès.

SUR LE FRONT INTERIEUR

Ce texte a pour objet de poursuivre l'application de la résolution du 2ème Congrès de la Ligue Communiste concernant l'organisation. Cette résolution ne décide pas essentiellement d'un ensemble de mesures « administratives », mais bien d'une « bataille prolongée et volontaire » qui doit être menée dans l'organisation par ses militants et toutes ses directions. Il est donc nécessaire de revenir, même brièvement, sur la nature de notre développement, avant de revenir à certains des mandats du 2ème Congrès.

NOTRE MUTATION ORGANISATIONNELLE ET LA PLACE DU FRONT INTERIEUR.

1) Les débats du premier Congrès de la Ligue Communiste furent largement dominés par l'analyse de la « mutation » que l'avant-garde révolutionnaire devait, après mai 68, opérer pour répondre à ses nouvelles tâches. Il s'agissait de passer du « petit groupe propagandiste » au « groupe politique implanté » qui, s'il ne dirige pas encore des secteurs importants de la classe ouvrière, apanage du parti, intervient déjà de façon notable et diversifiée dans le champ politique et national. Il n'y a qu'à comparer ce que nous sommes aujourd'hui avec ce que nous étions avant mai 68 pour se rendre compte du chemin parcouru. Mais il suffit aussi de remarquer que nos problèmes actuels ne sont pas encore qualitativement différents de ceux de ces trois dernières années pour se convaincre que cette mutation n'est pas encore accomplie.

Cette mutation est d'ailleurs fort complexe. Les débats antérieurs en ont successivement mis en lumière bien des facettes. Passer d'une éducation propagandiste au savoir-faire de l'agitateur. Passer d'une organisation d'étudiants qui, bien qu'armée d'un programme qui plonge ses racines non dans l'histoire du mouvement étudiant mais dans celle du mouvement ouvrier, apparaît par son langage politique, sa composition sociale, son milieu d'activité, son mode de vie organisationnel, son « image de marque », comme étrangère à ce dernier, passer donc d'une organisation d'étudiants à une organisation ouvrière. Passer d'une organisation de jeunes qui, bien que là encore différenciant fondamentalement d'une « organisation de jeunesse » et par son programme et par son activité, rendait par son rythme et ses conditions de travail très difficile l'intégration de militants travaillant régulièrement et pères de famille, passer donc d'une organisation de jeunes à une organisation « d'adultes ». Il est frappant de remarquer à ce sujet qu'un problème tel que celui de l'organisation de crèches lors de nos activités centrales, n'est pas apparu du fait du recrutement de nouveaux militants... mais parce que beaucoup de nos anciens militants, trois ans après, commencent à avoir des enfants ! Que la Ligue Communiste « vieillisse » d'un certain point de vue avec la moyenne de ses membres illustre et sa jeunesse et son étape de développement. Passer de la J.C.R. (France) à la Ligue Communiste (section française de la Quatrième Internationale). Si nous avons toujours été internationalistes au travers de notre programme et de nos manifestations, nous apprenons qu'il est plus difficile de participer directement à la construction d'une Internationale concrète ! Passer d'une organisation encore largement fédéralisée à une organisation étroitement centralisée, capable d'harmoniser son développement national avec ses activités sectorielles, d'assumer formation et débats... Passer d'une organisation ayant toujours vécu dans la légalité (la Ligue est peut-être l'organisation révolutionnaire légale la plus nombreuse du monde) à une organisation clandestine si jamais la bourgeoisie transgresse ses propres lois...

Cette première mutation que nous vivons — bien que loin d'être la dernière — apparaît comme fort importante, et donc fort difficile. Il s'agit en effet de stabiliser pour la première fois depuis des décennies en France, une organisation révolutionnaire qui par son poids national, ses liens internationaux, sa diversité d'implantation, sa présence au cœur de la classe ouvrière, sa solidarité interne puisse résister aux aléas de la lutte des classes, puisse garantir la pérennité de son action sans la discontinuité du passé. Et cette mutation ne pose pas évidemment le problème « ou aller de l'avant ou stagner ? », mais bien « ou transcroître ou régresser à l'état de secte groupusculaire — ou disparaître ? » Il ne peut s'agir que d'un processus prolongé, étalé sur plusieurs années.

2) Nous savons que le tournant de la situation politique

en Europe occidentale, depuis le milieu des années 60 nous permet une telle mutation : une nouvelle avant-garde jeune se forme, n'ayant pas vécu les défaites passées et à qui la révolution coloniale a appris à « mépriser stratégiquement à l'impérialisme ». La radicalisation de la jeunesse et la perte d'influence sur elle des bureaucraties stalinienne et social-démocrates, offre aux révolutionnaires un rapport social. C'est-à-dire la possibilité d'apparaître comme une force combattante et non plus seulement comme des commentateurs de la lutte des classes. Enfin la progressive et prolongée montée des luttes ouvrières rend de plus en plus difficile le contrôle bureaucratique sur ces luttes et offre la possibilité de « percer au centre ». Nous savons aussi que cette situation favorable ne durera pas indéfiniment, que le temps nous est (relativement) compté : la jeunesse ne pourra se tenir longtemps trop en avant de la classe ouvrière sans connaître une régression, les luttes ouvrières ne pourront se radicaliser longtemps sans débouchés que seule une organisation révolutionnaire offrirait, la bourgeoisie ne perdra pas une occasion que le mouvement lui laisserait pour passer à une contre-offensive généralisée.

Les causes des difficultés et de la lenteur (relative) de notre « mutation » nous sont connues. Si la crise de décolonisation algérienne qu'a connu la France, les traditions communistes du mouvement ouvrier français, la rencontre en mai 68 de la radicalisation étudiante et des luttes ouvrières, la permanence depuis une petite dizaine d'années d'un noyau directionnel révolutionnaire expliquent que la Ligue Communiste ait connu un développement plus rapide que beaucoup d'autres sections, les capacités de récupération de la bourgeoisie française et l'aide décisive que lui a apporté le stalinisme, la cassure de génération qui en a résulté au sein du mouvement ouvrier entre ceux qui ont vécu les défaites d'avant et après la guerre et ceux qui repartent à l'assaut aujourd'hui, l'emprise organisationnelle extraordinaire qu'a le PC, au travers de la CGT sur le mouvement ouvrier et la politique systématique de division intellectuel/ouvrier qu'il a menée, la rupture de continuité qu'a signifié pour nous la période de « traversée du désert » avec la scission lambertiste et pabliste, qui ont fait disparaître une génération entière de cadres, expliquent par contre non seulement les difficultés que nous avons à retrouver les liens de notre passé : à réapprendre notre programme, mais aussi l'ampleur du « détour » dans la périphérie et la difficulté de la percée dans le centre ouvrier auquel nous avons à faire face.

Mais il ne suffit pas d'être conscient des causes des difficultés pour les avoir résolues. Il faut encore un intense travail programmatique (le Programme de Transition aujourd'hui...); d'orientation politique (d'implantation dans des nouveaux secteurs, etc...) et organisationnel. C'est sur ce dernier que nous insistons dans ce texte, car il occupe véritablement la place d'un « verrou » qu'il faut débloquer pour pouvoir résoudre politiquement et les tâches d'implantation nouvelles et les tâches programmatiques.

3) Le premier problème vient de ce que les conditions organisationnelles de notre percée deviennent non plus des instruments de notre développement mais des freins ou des facteurs de crises. Il n'est pas besoin de redévelopper les racines de nos « disfonctionnements », tous nos textes antérieurs les analysent longuement en soulignant l'« énorme écart entre nos tâches politiques et nos forces réelles ». Ces fameux « ciseaux » qui ont écartelé l'organisation après mai 68, cette tension extraordinaire de l'organisation lui a imposé un activisme forcené qui était la condition absolument nécessaire et de la « percée » nationale initiale (qui devait permettre d'assurer la « crédibilité » de la Ligue) et du regroupement d'une avant-garde jeune avide d'action et attirée par notre capacité d'initiative.

Mais ce que l'année 1970-1971 a montré, c'est que le passif accumulé au travers de ce mode de fonctionnement pesait aujourd'hui de façon tellement lourde qu'il tendait à oblitérer les gains accumulés. Ce que la résolution du 2ème congrès souligne en constatant « le décalage croissant entre notre audience grandissante notamment dans la classe ouvrière et notre capacité à la capter sur le plan organisationnel ». Ce malaise s'est manifesté dans tous les domaines.

Trop faible homogénéisation de l'organisation manifesté par le départ de la minorité. Ce départ était probablement inévitable : les dirigeants de cette minorité étaient porteurs d'orientations politiques foncièrement divergentes avec celles de la majorité dans une situation politique qui leur

interdisait de ne pas tenter de les mettre en application. Mais ce qui était parfaitement évitable, c'était que la scission se solde par un départ de 200 militants. A cette occasion nous avons lourdement payé l'absence d'un système de formation politique cohérent, de traditions et de pratique du débat politique, de centralisation qui aurait interdit à nombre de cellules de vivre « en marge » du développement global de l'organisation, etc...

Incapacité de répondre à temps aux tâches d'élaboration. C'est le congrès qui a manifesté le plus clairement ce problème. Il n'a pas pu résoudre les problèmes posés initialement à l'ordre du jour (programme de la Ligue, orientation dans la jeunesse...) malgré leur urgence. Nous payons là l'incapacité des directions — en premier lieu nationales — à consentir l'effort, à dégager le temps nécessaire à sa préparation. Rongées elles aussi, par l'activisme, écartelées par les ciseaux, elles n'ont pu fournir à temps l'effort d'élaboration de discussions, de rédaction de textes, d'animation de la discussion à tous les niveaux, etc... Mais les conséquences de cette lenteur d'élaboration ne se limitent pas à la limitation des objectifs du second congrès. Le corollaire de l'activisme est un certain « traditionalisme » dans l'intervention. Là réside un des facteurs qui ralentit notre travail d'implantation par rapport aux possibilités objectives.

Incapacité à répondre à certaines situations nouvelles.

L'année 69-70 l'avait montré en ce qui concerne notre point apparemment le plus fort : l'apparition politique centrale. Une fois que l'usure politique et la répression eurent condamné les manifestations semi-clandestines à Paris, nous fûmes incapables de passer à ce qui était la seule réponse possible pour maintenir une « présence de rue » : les manifestations « à la mexicaine » (c'est-à-dire organisant non plus 5000 personnes dans une manifestation semi-clandestine mais 50 ou 100 manifestations semi-clandestines simultanées, de 100 ou 200 personnes, chacune avec sa tâche, son objectif). L'année 70-71 a failli le montrer en ce qui concerne l'intervention de la Ligue dans un champ politique nouveau et individuel : les municipales. Nous n'avons pas brillamment surmonté cette épreuve, nous l'avons contournée grâce à Batignolles, à l'affaire Guiot, au Palais des Sports... Fasse que l'année 72 montre que l'on a progressé... Cette force d'inertie de l'organisation face aux situations nouvelles tient à l'absence d'un réseau national de directions, suffisamment éprouvées, d'une politique de formation de cadres, de discussions permanentes, de construction nationale de l'organisation, etc...

Notons à ce sujet que l'essentiel pour se prémunir face à une mesure d'interdiction gouvernementale de l'organisation, revient à ces tâches très « simples » : avoir des militants suffisamment formés et éprouvés pour comprendre la situation, des directions locales suffisamment éduquées pour faire preuve d'initiative malgré la distorsion des liens, une organisation suffisamment implantée pour ne pas risquer un isolement trop prononcé... Les mesures plus « techniques » qui doivent être prises (pour réunir les cellules, prendre contact avec les directions, garantir la sécurité des dirigeants, etc...) n'ont de sens que si l'organisation est capable de les appliquer avec souplesse et intelligence... La situation de clandestinité n'est au fond qu'une « situation nouvelle » un peu particulière.

limitations financières

Rouge n'a pas paru cet été, alors que l'actualité internationale s'est révélée particulièrement riche. Nous payons là — entre autres — les limites de nos « mœurs » financières. Nous avons réussi à mettre sur pied un véritable système de cotisation. Ce n'est pas une mince affaire. Mais il mérite encore d'être amélioré (voir chapitre cotisations). Mais surtout nous avons aussi appris à vivre sur l'inflation de nos dettes (corollaire financier, des ciseaux et de l'activisme). Ce que nous payons aujourd'hui, c'est une méséducation de l'organisation par rapport aux problèmes financiers : combien de cellules font régulièrement payer leurs membres des comités rouges pour financer les activités locales ? Combien de villes possèdent un réseau de sympathisants « nantis » et payant une souscription régulière ?

Cette crise de croissance aux multiples facettes nous met aujourd'hui en demeure de rompre définitivement avec un mode de fonctionnement antérieur, alors que les causes qui ont présidé à sa naissance existe encore largement. Notre fonctionnement organisationnel ne s'améliorera pas

« naturellement », reflet de l'évolution des conditions objectives ou conséquence de notre développement. Il s'agit bien d'une « bataille prolongée et volontaire ».

Il ne s'agit pas de résoudre un problème de structures internes. L'organigramme — de la cellule au CC et au BP — de la Ligue n'est pas fondamentalement en cause. Il s'agit de « résorber » dans le cadre du centralisme démocratique les nombreuses « distorsions » qui sont apparues dans la dernière période (résolution du second congrès). D'où les mesures préconisées : renforcement des directions politiques, amélioration de l'appareil central, mise en place d'un système global de formation... Mais un deuxième problème apparaît lorsque l'on se rend compte des difficultés à mener cette bataille pour le centralisme démocratique, à rationaliser le fonctionnement organisationnel de la Ligue, à maîtriser notre propre développement interne, à juguler notre « spontanéisme » en matière d'organisation. Un pas en avant est demandé à l'organisation et à ses militants, un pas qui semble fort difficile à faire.

La nouveauté de ce pas est illustré par les mesures préconisées par la résolution du deuxième congrès ; si ce n'est pas la première fois que nous nous donnons la perspective d'un système cohérent de formation (il s'agit là d'un problème de transition entre un système adapté à ce qu'était la JCR et un système adapté à ce qu'est la Ligue), c'est la première fois que nous préconisons des mesures telles que la construction d'un « appareil » de permanents aussi fourni que notre développement l'autorise, l'élaboration d'une « politique d'investissement des militants et des cadres tant dans les branches professionnelles et les entreprises que les régions et les localités ». C'est la première fois que nous décidons l'élaboration d'une politique qui vise à intervenir aussi directement dans la vie « privée » — profession et localité, du militant. Or une telle politique est absolument indispensable à la rationalisation du fonctionnement de l'organisation sans laquelle nous ne pourrions créer l'instrument de notre politique.

En bref, il apparaît aujourd'hui un autre aspect de la mutation générale que nous vivons. Il s'agit pour la Ligue de passer d'une organisation d'« amateurs » de la révolution à une organisation de professionnels de la révolution.

Organisation d'amateurs de la révolution ? Toute la période de renaissance de l'avant-garde comme d'organisations composées essentiellement d'étudiants et de lycéens, évoluant dans une situation politique caractérisée par le libéralisme du pouvoir, ou plutôt par son indifférence à l'égard de l'extrême-gauche embryonnaire, pris par l'euphorie de l'après mai 68, tendait à nous constituer comme telle. Le type d'engagement révolutionnaire qui était demandé à de tels militants était facile. L'activité révolutionnaire pour un étudiant n'entre pas en contradiction avec son activité professionnelle comme pour un travailleur. Elle ne menace pas plus les études que beaucoup d'autres « passe-temps » du monde étudiant. Perdre une année pour beaucoup d'entre nous ne signifiait pas être jeté sur le marché du travail sans diplôme et sans voie de sortie. La répression ne frappait pas. Et quand elle a commencé à se durcir, elle ne frappait, elle ne frappe encore qu'une toute petite frange de militants. Quelques mois de prises n'ont pas pour un étudiant la même portée que pour un travailleur, il ne risque pas de perdre son boulot, c'est souvent même l'occasion d'avoir ses examens ! Enfin son activité révolutionnaire lui pose rarement des problèmes familiaux qu'elle peut poser à un travailleur. Le degré de son engagement révolutionnaire, pour faire le pas vers l'organisation révolutionnaire, est facile, et aucune mesure de sélection politique n'y peut rien.

Or aujourd'hui les choses changent profondément. La politique fait de plus en plus lourdement irruption dans le domaine de la vie privée. La répression se fait, encore potentiellement, plus menaçante. Beaucoup d'anciens étudiants deviennent enseignants ou cherchent un avenir professionnel. Des familles se fondent. L'activité révolutionnaire perd l'évidence de celle de la période marquée par mai 68, elle devient plus quotidienne, attachée à l'implantation difficile dans de nouveaux milieux. Et l'organisation exige de plus en plus de ses militants : la cotisation atteint le niveau de vie, voilà que demain elle exigera déplacements géographiques, elle imposera des choix professionnels. L'engagement nécessaire pour militer dans une organisation révolutionnaire aujourd'hui devient pour la moyenne des militants progressivement beaucoup plus important qu'auparavant. Il reste évidemment bien en deça de ce qu'il sera demain. Mais comme il ne s'agit pas là d'un problème qui concerne une frange particulière de jeunes militants, mais d'un problème qui concerne à des degrés divers la grande majorité des

militants, nous sommes face à un aspect de la crise de croissance de l'organisation.

Là réside parallèlement, avec la « jeunesse » de l'organisation et l'usure de l'activisme, un des facteurs qui explique les relativement fréquents départs de militants « sans désaccords politiques », la « rotation » importante de membres des organisations d'extrême-gauche en France, le poids des problèmes de personnes dans certaines crises de jeunes villes de province, les difficultés à trouver membres de directions et permanents, qui est loin de s'expliquer par la seule rareté des cadres, etc... L'individualisme latent qui se manifeste encore dans l'organisation, etc...

Il est bien sûr possible d'agir sur cette situation : formation théorique, éducation politique, encadrement organisationnel, clarté dans l'orientation sont des facteurs décisifs pour opérer ce dernier aspect de la mutation. C'est pourquoi les mesures préconisées par le congrès ne trouveront d'application ou de réalité que si la lutte sur le front intérieur est effectivement comprise comme une « bataille » politique prolongée et volontaire dont tous les militants et directions ont la charge.

B.P.

résolution sécurité

CONSIDÉRANTS GÉNÉRAUX

1) La solution de la crise du pouvoir est alternative. A moyen terme, il n'est pas impossible que la France connaisse un régime « fort » et répressif, même s'il ne s'agit pas pour l'instant de l'hypothèse la plus probable. Son actualisation dépendra notamment de la combativité ouvrière en France et de la crise internationale. L'organisation doit de toute façon se préparer progressivement à une telle éventualité.

De plus, il est certain que dans tous les cas de figure, une fraction de la bourgeoisie se laissera tenter par l'illégalité. De nombreux indices récents l'attestent : relance d'« Ordre Nouveau », campagne CFT, construction de « syndicats fascistes » dans la police par Marcellin, effraction et vol dans les locaux de l'extrême gauche (ancien local de la Ligue, local du S.R., de l'A.M.R....), perquisitions illégales (affaire Rotman...), provocations menées par les S.A.C., C.D.R., etc... (attentat au plastic de Besançon, pillage du Quartier Latin...) cambriolages dans les maisons de routage des journaux d'extrême gauche etc... Cette conjoncture s'illustre aussi par la politique constante du ministère de l'intérieur de noyautage, d'infiltration en vue d'« orienter » les organisations révolutionnaires. Cette situation impose évidemment de nombreuses tâches à l'organisation.

2) Le développement même de l'activité de l'organisation lui a fait encourir des risques périodiques accrus. Risques qui peuvent concerner directement l'ensemble de l'organisation (ex. retombées possibles de la manifestation Palais des Sports) ou certains militants (ex. peinturlurage du fantôme Ky). Elle doit donc être capable et d'assumer et de prévenir de tels risques. Si, là comme ailleurs, la solution de ce problème réside dans la construction de l'organisation, des mesures particulières s'avèrent néanmoins nécessaires.

3) Un problème grave apparaît du fait que la capacité de l'organisation à assumer de telles tâches a, dans certains domaines, décliné au lieu de progresser. Cela s'explique par le gonflement numérique rapide de l'organisation, sa jeunesse et la faiblesse de la sélection des militants, l'évolution de la situation politique. Cela s'illustre notamment par les carences manifestées par de trop nombreux militants aussi bien dans les sketches « spécial police » que dans le cadre de la répression réelle. Sous peine de subir de graves revers, il est important de renverser la vapeur.

LE RENFORCEMENT DES MESURES DE SÉCURITÉ

1) La mesure essentielle concerne l'éducation de l'ensemble de l'organisation. Dans le domaine spécifique de la sécurité, il s'agit de multiplier les occasions de tenues de « spécial police », d'intégrer ce thème au moins à l'une des deux écoles de base et aux écoles de cadres, de faire le bilan des expériences passées et d'exposer le principe de notre politique en la matière dans des publications internes à l'organisation.

2) Le rôle des directions est ici encore décisif. Nous ne pouvons faire passer une telle politique de formation par des commissions particulières. C'est aux directions régulières à tous les niveaux de l'assumer. Cela signifie saisir toutes les occasions nées de l'activité de la Ligue pour illustrer nos principes de sécurité. Cela signifie aussi que les directions prennent en charge le contrôle de l'application de cette politique et la sanction des indisciplines. Dans un domaine essentiel, les directions doivent être particulièrement strictes : l'attitude face à la police. Mandat est par ailleurs donné au Comité de rédaction pour faire sortir dans Rouge un article exposant les raisons de notre politique interdisant aux militants l'usage de la drogue.

3) Un pas de plus doit être aujourd'hui opéré. Les dangers d'infiltration policière ne sont pas à négliger. Certes, le haut niveau politique relativement au reste de l'extrême-gauche de la Ligue rend cette infiltration difficile. Mais sa jeunesse par contre, le fait qu'elle défriche de nouveaux secteurs encore vierges, sans tradition, le facilite au contraire. La politique de formation interne doit aider à la lutte contre un tel danger. Mais une nouvelle mesure s'avère probablement nécessaire : l'instauration du système des biographies au niveau des organismes dirigeants et des permanents (c'est à dire qu'une enquête soit menée sur l'histoire politique et personnelle de tous les membres des organismes dirigeants). Ce CC a mis à l'ordre du jour l'étude du principe de l'instauration de ce système de biographie.

4) L'effraction des locaux politiques et d'appartements de dirigeants de l'organisation nous impose de faire toujours plus attention à leur « propreté ». Des mesures rigoureuses doivent être prises. Le BP aura la responsabilité de la propreté du local. D'autre part des perquisitions « à blanc » seront menées par des militants dans les appartements des dirigeants pour vérifier leur « propreté ». Il ne s'agit pas là d'une mesure de défiance à l'égard des camarades, mais d'une mesure devenue aujourd'hui nécessaire.

5) Le CC mandate le BP pour lui présenter un projet de « commission des cadres » qui aura pour fonction de mettre en application les décisions prises en ce qui concerne le système de biographie et de perquisitions à blanc.

LE SERVICE D'ORDRE

6) Aussi bien le problème de la résistance aux activités fascistes que celui de la réalisation de manifestations de rue dans des conditions très variées cessent d'être des problèmes ne concernant que quelques villes pour devenir un véritable problème national. Ce secteur d'activité doit en conséquence cesser d'être organisé seulement à l'échelon des villes. Deux camarades sont donc mandatés pour présenter au BP, puis au CC, un rapport sur les besoins en la matière de l'organisation, élaborant les principes d'une politique d'ensemble et proposant à l'élection une commission nationale.

DIVERS

7) Nous ne pouvons prendre à la légère des campagnes comme celle menée actuellement contre Henri Weber. Sur ce problème, comme sur celui de la préparation de l'organisation à d'éventuels coups de droite, etc... le BP est mandaté pour élaborer une politique adéquate. Au prochain CC, le BP est mandaté pour présenter un rapport sur l'usage des pseudos et leur changement. (D'autres problèmes concernant le travail de l'organisation dans des conditions plus difficiles ont été abordés oralement — note de la frappe).

résolution sur les permanents

La question du bilan des permanents de la Ligue Communiste engagés depuis le premier congrès, et plus généralement de la politique de l'organisation en matière de permanents, a été mise à l'ordre du jour par le 2ème congrès. Afin d'éviter tout faux débat et toute discussion abstraite, afin de permettre un contrôle plus sérieux et une orientation plus ajustée aux besoins réels de l'organisation, le Comité Central adopte la résolution suivante:

1 - Un permanent, politique ou technique, de la Ligue Communiste n'est ni un oisif ni un déclassé à qui l'organisation aurait offert une sinécure; il n'est pas non plus un privilégié jouissant d'avantages sociaux et matériels particuliers, sa rémunération étant celle d'un ouvrier qualifié. Militant capable d'exercer une activité professionnelle, travailleur retiré de la production à la demande de l'organisation, il est le militant le plus adéquat pour l'accomplissement de certaines tâches centrales indispensables qui le mobilisent à plein temps.

2 - Les permanents sont embauchés par le CC (après accord avec la commission financière); un avis d'embauche doit circuler dans l'organisation, en général deux mois, pour permettre à toutes les instances de proposer et de discuter la candidature des militants les plus capables.

Les permanents sont embauchés pour une tâche précisément définie au moment de leur embauche, cette condition étant indispensable pour que l'organisation puisse exercer son droit de contrôle sur le travail effectué par ces permanents.

Il est entendu également que la direction de l'organisation met à la disposition des permanents les moyens nécessaires à l'accomplissement de leur tâche, faute de quoi ceux-ci ne pourraient être tenus pour responsables de la non-réalisation de leur travail.

3 - Recrutés par le CC, les permanents sont directement responsables devant lui ainsi que devant les instances nationales régulières de l'organisation (BP, Secrétariat de rédaction, commission financière etc...). Ils ne sont ni des bonnes à tout faire, ni des hommes de main et, en aucun cas, ne dépendent des sollicitations et des pressions de l'ensemble des militants avec qui ils sont appelés à rentrer en contact.

Les permanents ne sont cependant pas des fonctionnaires et restent, dans la mesure du possible, des militants politiques insérés dans la vie de l'organisation (participation minimale à la vie de cellule, aux AG, aux activités centrales etc...). Les instances dirigeantes de l'organisation doivent leur en donner les moyens. En revanche, les militants des cellules auxquelles appartiennent les permanents doivent comprendre les difficultés multiples auxquelles se heurtent ceux-ci; le travail central ne se chiffre pas inévitablement en horaires précis et réguliers, et le bolchévisme abstrait dans les rapports cellule-permanent ne peut conduire qu'à une détérioration regrettable de ce travail.

Afin que les rapports organisation-permanents se maintiennent à un niveau de compréhension correct, après un an d'activité et régulièrement chaque année, les permanents doivent être soit maintenus à leur poste, soit renouvelés par vote nominal du CC.

4 - A plusieurs reprises des discussions ont été amorcées sur le temps d'utilisation d'un permanent, négociable à un, deux ou trois ans. Cette solution qui correspond à une rotation administrative des permanents, serait une mesure formelle désorganisant à la fois le travail de l'organisation et celui des militants concernés. Par contre, si l'organisation a su se donner les moyens de contrôler à la fois le travail réel et l'évolution politique de ses permanents, le principe de leur révocabilité à tout moment est le seul principe qui ne lèse personne.

Le CC est conscient des dangers de sclérose qu'implique la situation de permanent dans l'organisation.

Sur rapport des instances concernées, et après discussion avec eux, le CC peut révoquer à tout moment les permanents dont l'activité ne correspond pas ou plus aux tâches définies lors de leur embauche.

Le débauchage s'effectue après un préavis d'un mois minimum au cours duquel les permanents révoqués sont tenus de mettre à jour leur travail afin de laisser celui-ci en ordre et de ne pas provoquer d'interruption dans l'accomplissement des tâches de l'organisation. L'organisation aidera de tous ses soins le camarade à trouver un emploi. Il est prévu à intervalles réguliers des assemblées de permanents en présence d'un membre du B.P. responsable.

ELECTION DES PERMANENTS :

- sont élus comme permanents au Bureau Politique :

	CC	SCC	CCCC
Jebrac		unanimité	
Joël		"	
Roger		"	
Delphin		"	
Sterne		"	
Riel		"	
Volodar (1/2 permanent)		"	

- Vergat est permanent du Secrétariat Unifié de l'Internationale

- En l'absence forcée du camarade Volodar qui passait des examens, toute décision le concernant est reportée au prochain CC après discussion avec lui. En attendant, le statu quo est maintenu et il demeure 1/2 permanent du bureau politique.

- le camarade Lourson est élu comme permanent à l'unanimité pour la commission ouvrière.

- le camarade Boris est élu comme permanent à Paris

- une camarade est élue comme 1/2 permanente dactylo sur Paris : Téa

- Le CC recommande à la direction de ville de Rouen l'élection du camarade Dick comme permanent sur Rouen.

- Le camarade R est élu comme permanent pour la région d'Aix-Marseille

- le camarade Arthur est élu 1/3 de permanent pour la région de Montpellier

- le Comité Central a envisagé diverses possibilités de permanents pour la région de l'est.

En ce qui concerne les permanents techniques, sont élus :

	CC	SCC	CCCC
— secrétariat : maintien d'Ulysse à son poste		unanimité	
— trésorerie : Thalou		"	
— local—machines : Nart 1/2 P (il reste à trouver 2 places 1/2 de permanents : un appel d'offre est fait)		"	
— librairie : Podzo Morganne		"	
— le camarade Morin est maintenu pour 3 mois dans ses fonctions de construction et d'aménagement du local.		"	

finances

Les difficultés financières de la Ligue Communiste sont chroniques depuis la fondation de l'organisation. Cette chronicité nous met à la merci des à-coups conjoncturels — tant extérieurs (exigences des fournisseurs — mobilisations non prévues..) qu'intérieurs (« disfonctionnements » — retards de cotisations etc...). Alors périodiquement des cris d'alarme sont lancés faisant appel à la « responsabilité » des militants. Cela suffit parfois à redresser temporairement la barre, mais cela aussi habitude progressivement les militants à l'idée que celles que soient nos difficultés « on s'en sortira toujours ». Le mal n'est pas enrayé à la racine et la maladie continue d'évoluer souterrainement, jusqu'à l'accès aigu suivant. Mais à la longue, il est certain qu'on meurt tout aussi bien d'un processus chronique que d'un accès de fièvre. C'est à ce point que nous sommes amenés aujourd'hui. Il nous faut saisir la racine de nos difficultés et *comprendre* où nous pouvons agir *durablement*.

Il est clair que dans la société capitaliste il existe des bases objectives à nos difficultés : personne ne prétend « gérer » les finances de notre organisation comme un capitaliste gère son entreprise. Ceci étant dit, il n'est pas moins certain que nos dépenses et nos recettes sont à leur manière le reflet — à peine déformé — de nos choix politiques, donc de notre ligne politique en dernière analyse. Par exemple, si « Rouge » ne se vend pas suffisamment, c'est qu'il n'est pas écrit pour le public auquel il s'adresse — par conséquent que l'expression de notre ligne politique à travers le journal n'est pas adéquate...

Autre exemple, les dépenses nécessitées par l'« appareil » de l'organisation reflètent exactement notre choix en matière de construction de l'organisation : permanents ouvriers, permanents régionaux etc...

Le centralisme démocratique que nous nous efforçons d'appliquer afin que chaque militant participe à l'élaboration et à la discussion se traduit immédiatement en chiffres précis de dépenses indispensables (BI, voyages). On pourrait montrer la même chose avec la formation, etc...

Sous jacent à nos difficultés, existe donc une ligne politique. Celle-ci a été souvent analysée. Elle est erronée. C'est le « triomphalisme » qui a pris naissance avec la campagne Krivine. Cette ligne a d'abord fait sentir ses effets immédiats au niveau politique, au niveau de l'intervention proprement dite. Mais insidieusement, elle s'est répercutée sur nos finances et a miné toute gestion « florissante » possible.

Sur ce terrain, ses effets ont été tardifs, mais ils existent et continuent d'agir. Ainsi la « croyance » que « Rouge » deviendrait un journal de masse sans qu'il soit besoin de se fatiguer pour le vendre. Ainsi, l'idée qu'il suffirait de lancer un appel à la souscription pour que l'argent coule à flot dans nos caisses sans que chaque militant n'éprouve le besoin de faire un porte à porte un bouton de veste fastidieux et pénible.

Ainsi, également notre incapacité à faire des choix prioritaires pour notre intervention, à ne pas chiffrer le coût d'une campagne, à ne pas sacrifier s'il le faut certains objectifs à d'autres. Depuis 30 mois, la Ligue Communiste intervient tous terrains quel qu'en soit le prix. Mais les coûts augmentent et les ressources stagnent.

A cela s'ajoutent des tares importantes, d'origine petite bourgeoise — ou pire « grand seigneur ». Le gaspillage se développe dans tous les domaines. La facilité l'emporte sur l'effort nécessaire à la recherche de moyens « économiques ».

Quand une ronéo cède, on la remplace plutôt que d'essayer de la réparer, ou bien on la laisse des mois inutilisée dans un coin. Les exemples abondent. Chaque militant pourrait en citer

plusieurs en soupirant longuement. Mais que chaque militant se pose concrètement la question : qu'a-t-il fait pour enrayer ce type de phénomène ? Qu'a-t-il fait pour faire prendre conscience aux autres camarades de l'existence généralisée de mœurs aussi peu bolchéviques ?

Et la roue continue de tourner. On s'en tire par quelques mesures techniques souvent pas même appliquées : on finit par croire qu'il s'agit d'un problème de *gestion*, qu'il suffit de bien tenir les comptes et pour cela de choisir un camarade « trésorier » sur qui va reposer une responsabilité dont tous les autres se déchargent. Combien de DV discutent régulièrement de la diffusion de « Rouge » ? Des problèmes qu'elle pose ? De la manière de les résoudre ?

Combien de dirigeants de ville connaissent le montant des cotisations de leur ville ? Combien s'inquiètent de savoir si elles sont payées à temps ? Là il faut dénoncer un comportement *aristocratique* indéniable sur les problèmes d'argent même si dans les congrès ou les AG, on explique avec des trémolos que les questions financières sont politiques, que l'argent est le nerf de la guerre. Mais qu'est ce que cela veut dire, si chaque militant, chaque dirigeant ne les prend pas en charge pour le secteur qui le concerne.

Aujourd'hui, en ce qui concerne les *finances*, comme pour les autres « tranchées » du front intérieur, il nous faut placer la politique aux postes de commande.

Le redressement va être pris en charge par toute l'organisation, par tous ses militants. Nous ne proposons aucun « gadget », aucune mesure administrative. Nous disons : les militants doivent apprendre à militer : oui, il faut vendre « Rouge » et cela est difficile. Oui, il faut faire des souscriptions et cela est difficile. Les directions doivent choisir leur intervention, la rectifier au besoin, éduquer les militants contre le gaspillage et les dépenses inutiles, éviter la routine, contrôler les tâches, vérifier les objectifs, comprendre et expliquer pourquoi ils n'ont pas été atteints lorsque cela est le cas. Et en tout premier lieu les directions doivent montrer l'exemple.

La bataille financière est la bataille pour l'éducation de l'organisation. Elle sera à coup sûr, *prolongée* et *volontaire*.

Pour aider l'organisation à accomplir cette tâche, au niveau central différentes mesures sont d'ores et déjà en cours d'application.

1) Mise sur pied d'une comptabilité — diffusion brochures, livres — titre par titre et comptabilité « Rouge ». No par No.

Ainsi il sera possible de suivre ville par ville, l'évolution des ventes et de tirer la sonnette d'alarme à temps dès qu'apparaîtront un recul et un fléchissement. Il sera possible de demander aux militants de réfléchir sur leur intervention si les résultats obtenus sont manifestement en contradiction avec les forces militantes utilisées.

2) Rentabilisation de « Rouge » — au niveau des coûts de production et de la gestion du journal, mise en place d'un nouveau système comptable qui permet de connaître immédiatement le prix de revient du matériel sorti et donc d'envisager au préalable son financement.

3) Centralisation au niveau de la librairie de tout le matériel édité et de la diffusion. La librairie devant être gérée suivant les critères de « rentabilité capitaliste ».

4) Compression des frais de fonctionnement au profit des dépenses de propagande (impossible de détailler dans ce texte).

Dans l'immédiat, le Comité Central appelle les militants à se mobiliser pour faire entrer dans la pratique les mesures précédentes.

1) Paiement intégral des dettes des villes à la trésorerie nationale et à Rouge avant le 25 septembre.

2) Vérification des cotisations. Comme à chaque rentrée, les cellules doivent rediscuter des taux de cotisation. Certes de nombreux camarades paient correctement, mais il est aussi certain qu'un nombre non négligeable pourrait faire beaucoup mieux. En outre, à cette période de l'année, les transferts d'une cellule à une autre sont nombreux et de nombreux militants voient changer leur situation personnelle, familiale ou professionnelle.

Il est donc normal de poser le problème des cotisations. Cela doit être l'occasion de vaincre des préventions ou des réticences à aborder un tant soit peu la vie privée des militants. La discussion doit être réelle. Ne pas se contenter de demander aux militants « combien peux-tu donner ? » et d'en rester là. Les militants de la cellule doivent poser des questions, intervenir en fonction du mode de vie et des revenus du camarade en question. En tout état de cause, le taux fixé doit entamer le « standing » du militant. La cotisation représente un sacrifice, une contrainte non négligeable.

Dans ce cadre il est impossible de donner des barèmes et les exemples ne peuvent refléter tous les cas de figures possibles. L'essentiel est que la discussion ait lieu et que la contrainte financière apparaisse pour tout militant de la Ligue Communiste.

3) Budget de ville

Si la règle des 33 % destinée à assurer les budgets autonomes des villes, a représenté en son temps une indispensable centralisation, il faut bien reconnaître qu'aujourd'hui cette mesure apparaît souvent comme arbitraire en regard de l'inégalité de développement des villes et des régions. Aussi il est proposé de la remettre en cause. Chaque ville devra préparer pour la réunion nationale qui aura lieu au mois d'octobre (voir plus loin) un projet de budget-type à partir duquel il sera possible de discuter avec la trésorerie nationale. Un tel budget permettra de recenser les feuilles diffusées sur la ville (que représentent les dépenses de papiers importants) et d'envisager une rationalisation, si possible sur ce point. Par ailleurs, il est nécessaire désormais de faire un effort pour faire cotiser régulièrement les comités rouges. Là aussi ce sera l'occasion de recenser ces comités ville par ville. Les cotisations des comités rouges seront laissées à la ville. La semaine prochaine, les villes recevront les plans de budget et les questionnaires correspondants qu'elles devront rapporter dûment remplis à la réunion nationale. En attendant et jusqu'à nouvel ordre l'ancien système continue de fonctionner.

4) Campagne interne contre le gaspillage

Pour rationaliser l'achat de papier et de machine. Le Bureau Politique est mandaté pour prendre toute mesure en ce sens et en informer l'organisation.

5) Diffusion du journal et des brochures

Les directions de ville et les directions de section doivent reconsidérer l'ensemble du problème de la diffusion. Un effort particulier a été fait pour que toutes les villes disposent du journal dès le dimanche. Les DV et les DS non seulement doivent contrôler les points de vente des cellules mais aussi doivent organiser des ventes centrales régulières et promouvoir de nouveaux points de vente. Il est nécessaire de généraliser la vente des brochures en même temps que les ventes du journal, notamment sur les marchés et les facultés. Il est également possible sans gros effort d'organiser des campagnes de collage de Rouge à la manière Lutte Ouvrière. Le premier objectif fixé est la vente de 3 Rouges par militant ; les Bureaux de Cellule et les DV devront contrôler chacun pour ce qui les concerne que cet objectif est bien atteint sans tricherie. Sinon elles devront sérieusement se poser la question de leur intervention car il est certain que la vente de Rouge doit être le reflet de l'audience acquise par notre intervention.

6) Souscription nationale de 3 mois

Matériel prévu : cartes postales Wolinsky et affiches « Rouge ». Le premier objectif fixé est de 10 millions d'anciens francs. Chaque ville a déjà reçu l'objectif qui lui était assigné. Des contrôles réguliers auront lieu pour se rendre compte si l'objectif est en voie d'être atteint ou pas. Cette campagne est placée sous le contrôle du Comité Central et son caractère public apparaîtra chaque semaine dans Rouge.

7) Un système d'abonnement pour militant présentant toutes les garanties de sécurité a été mis au point centralement. Chaque ville en a été informée par une circulaire spéciale antérieure. Le Comité Central demande à toutes les DV de favoriser et d'impulser les abonnements volontaires immédiats. Dans un avenir relativement proche l'abonnement deviendra obligatoire pour tous les militants.

8) Courant octobre sera convoquée une réunion nationale financière regroupant tous les trésoriers de ville. D'ici cette date les DS et les DV doivent réélire ou élire un trésorier choisi parmi les camarades les plus responsables sur le plan politique. Les projets de budget de ville devront être prêts pour cette réunion.

L'ensemble de ces décisions a été adopté à l'unanimité par les membres du Comité Central.

« rouge »

Le problème de « Rouge » a été placé au centre de la discussion et a soulevé tous les autres problèmes de l'organisation. Une journée entière a été consacrée à l'écoute du rapport de Tisserand, à sa discussion et aux votes des différentes décisions qu'en découlaient.

La décomposition complète des rapports entre les instances de direction BP-CC et le journal a été placée au centre des débats. Le Secrétariat de rédaction de « Rouge » et le Comité de Rédaction suivants ont été élus (à bulletins secrets) :

Secrétariat de Rédaction :

	CC	SCC	CC CC
Tisserand	40	5	7
Noiraud	35	3	7
Tillier	40	5	5
Clovis	38	5	7

Comité de rédaction :

	CC	SCC	CC CC
Ivan	39	5	7
Krasny	40	5	7
David	40	5	7
Rodolphe	38	5	6

Comité de rédaction : (suite)

Marjanec	40	5	7
Jebracq	40	5	7
Lourson	40	5	7
Joël	40	5	7
Fompeyre	40	5	7
Volodar	39	5	7
X - Y - Z ou	40	5	7
Delphin	40	5	7
Clovis	39	5	7

Tisserand	40	5	6
Noiraud	39	5	7
Paulet	40	5	7
Rafaël	40	5	7
Edmond	40	5	7
Roger	40	5	7
Gabriel	40	5	7
Robespierre	39	4	7
Tillier	40	5	6
Thomas	39	4	7

— sont élus comme permanents au Secrétariat de Rédaction :

	CC	SCC	CC CC
Tillier	40	5	6
Clovis	38	5	7

— sont adjoints comme assistants au Secrétariat de Rédaction en tant que responsables de rubriques : Roger — Thomas — Vergeat.

— est élu comme permanent responsable de la rubrique ouvrière de Rouen :

Thomas	40	5	7
--------	----	---	---

	CC	SCC	CC CC
--	----	-----	-------

— sont élus comme permanents :

maquettiste : L'Helgouach	unanimité
administrateur : Robespierre	"
Dactylo : Nathalie — plein-temps	"
Emma — demi-temps	"
Lili — demi-temps	"
Sarah — demi-temps	"

— un appel d'offre est lancé pour d'autres postes de permanents « dactylo » non pourvus : il reste 2 demi-postes et 1 poste plein temps.

— le bilan des permanents a été tiré par le Comité Central pour chacun d'entre eux avant chaque élection.

résolution sur la formation

10 premières mesures ont été adoptées (à l'unanimité) par le Comité Central :

1°) un bilan écrit des stages de Montargis sera rédigé sur le plan politique et organisationnel pour l'information de l'organisation : 600 camarades ont participé à ces stages dont 250 parisiens et 350 militants de province ; 250 membres des bureaux de cellules, 150 membres des DV et DS et 200 camarades stagiaires. La répartition sociale des participants donne : 250 étudiants, 150 enseignants, 100 travailleurs, 25 lycéens, 70 « divers ». Parmi les participants, 100 avaient adhéré en 1971, 70 seulement avant mai 68 et le reste entre mai 68 et 70. Dans l'ensemble le bilan de ces stages est très positif et constitue un bond en avant dans la politique de construction de l'organisation. Mais des sanctions doivent être prises vis-à-vis des camarades qui, inscrits aux stages, ne sont pas sans prévenir, prenant ainsi la place d'autres camarades : une circulaire sera adressée à leur sujet aux villes et sections. C'est là une mesure pour préparer l'organisation des prochains stages de Noël.

2°) le premier niveau mis en place sur le plan de la formation organisée dans toute la Lique est le niveau des « écoles élémentaires ». Un cycle de 15 exposés sera conçu et porté à la connaissance de toutes les villes et cellules. Les directions locales auront la responsabilité de la tenue de ces écoles élémentaires : 12 sur 15 de ces exposés seront obligatoires pour la titularisation des stagiaires. Les écoles pourront être organisées sous forme de week-end(s) ou bien sous forme de soirées hebdomadaires ou bimensuelles. Elles pourront être éventuellement ouvertes aux sympathisants sous la responsabilité des DV ou DS. D'ici la fin septembre le cycle d'exposés élémentaires obligatoires pour stagiaires sera envoyé aux cellules : ces exposés seront ensuite rédigés et publiés progressivement, accompagnés de notes de lecture et de bibliographies afin d'étayer la réalisation des exposés, la discussion, et de permettre aux stagiaires de relire et d'apprendre leur cours.

3°) sous responsabilité des directions nationales seront organisés des stages spécialisés, différenciés par thème ou par secteurs d'intervention. Ainsi à Noël sont déjà décidés 4 stages d'une durée de 5 à 8 jours sur les problèmes de :

— la révolution arabe

- la révolution en Asie du Sud-Est
- la révolution en Amérique Latine
- formation économique marxiste

Chacun de ces stages sera préparé par les commissions nationales respectives sur textes et avec proposition de bibliographies. Les stages sur les problèmes internationaux s'inséreront dans le cadre de la préparation du Xème Congrès mondial. Chaque grande ville de province sera chargée de trouver le lieu, d'accueillir et d'organiser sur le plan technique l'un au moins de ces 4 stages. 80 à 100 militants délégués des villes et parmi les « spécialistes » de la question pourront assister à chacun de ces stages : des feuilles d'inscription seront publiées bientôt.

4°) un responsable par ville doit être nommé au sein des directions de ville pour les tâches de la formation (chaque ville devra faire savoir le nom de ce responsable centralement au responsable national à la formation).

5°) une commission nationale formation sera mise en place dans les meilleurs délais.

6°) une réunion nationale des responsables à la formation aura lieu dès que les possibilités financières le permettront.

7°) un texte d'ensemble contenant des propositions pour la mise en place d'un système complet de formation sera soumis à un des prochains CC (avant la fin de l'année 71).

8°) un responsable est nommé pour la sortie régulière et contrôlée des bulletins intérieurs : le camarade Rops est élu par le C.C.

9°) des « cahiers du militant » seront publiés à l'intérieur de l'organisation pour traiter des questions techniques d'intervention, d'agitation, de propagande, des campagnes et des problèmes organisationnels proprement dits. Delphin et Roger sont élus responsables de la publication de ces « cahiers ».

10°) le principe d'une collection nouvelle de petites brochures élémentaires, reprenant les exposés d'école et fournissant « des faits, des chiffres, des arguments » pour l'éducation, (les « que sais-je ? » du militant) est accepté par le CC.

revue

Comité de Rédaction provisoire élu : Pedro, Riel, Vergeat, Sandor.

NOS RAPPORTS AVEC L.O.

Le Comité Central approuve le rapport du camarade Lourson : les rapports avec L.O. doivent être discutés et pris en charge par l'ensemble de l'organisation, condition de la poursuite de notre politique unitaire.

Une brochure est sous presse concernant la critique des positions de « Lutte Ouvrière ».

Un rapport sera fait au prochain C.C. sur l'ensemble de notre politique d'alliance.

RESOLUTION SUR LE DEBAT JEUNE

Tenant compte du débat impératif du 2ème Congrès de la Ligue Communiste, le CC, réuni les 4, 5, 6, 7, 8 septembre, décide l'ouverture d'un débat dans l'organisation sur le travail en direction de la jeunesse. Préparé et discuté sur textes, ce débat devra être sanctionné après la Conférence Nationale par un texte d'orientation de l'organisation. Cette conférence sera réunie à la fin Octobre

1) Le débat doit résoudre la question de l'organisation de jeunesse et du travail de masse dans la jeunesse laissée en suspens par le dernier congrès.

2) La Conférence Nationale concerne l'ensemble de l'organisation et doit donc être préparée par toutes ses cellules et directions.

3) La quasi totalité des textes est déjà sortie ou en voie de l'être : textes préparatoires au dernier Congrès, textes sortis depuis (Johannès, Roger, Ludovic, Antony - Kémal.)

4) L'ouverture de ce débat ne doit pas hypothéquer l'activité de l'organisation : les cellules et les directions de ville doivent d'ores et déjà en déterminer les rythmes (réunions de cellules, A.G. de villes). Des stages régionaux sont par ailleurs décidés (notamment dans le secteur étudiant), mais ils ne sauraient suppléer aux cadres normaux du débat.

Les modalités et la date précise seront fixées au prochain CC.

Mesures annexes :

- Pontarlier sera aidé et suivi par Lyon et Dijon.
- Strasbourg : le camarade Louis sera doublé par Brasseur.
- Les villes de Tarbes et de Pau sont séparées en 2 villes autonomes.

